tes-Alpes), ch.-l. de cant., arrond. et à 27 kilom. de Gap, au-dessus de la rive gauche du torrent de la Déoule ; pop. aggl., 175 hab. — pop. tot., 301 hab. Restes d'un ancien château.

BARCKHAUSIE s. f. (bar-ko-si — de *Barckhaus*, n. propre). Genre de plantes à fleurs composées.

BARDANETTE s. f. (bar-da-nè-te). Bot. V. Lapsago, au tome X du *Grand Dictionnaire*.

BARDELLI (Alexandre), peintre italien, né à Uzzano, près de Pescia, mort en 1633. Elève de Carrado, il imita le style de son maître et celui du Guerchin. Il peignit des tableaux d'église, dont quelques-uns se trouvent dans l'église de Pescia.

BARDENNES s. f. pl. (bar-dè-ne). Barres de bois qui garnissent le banc de l'ouvrier verrier.

BARDI, ancien peuple de la Germanie, voisin des Sicambres, des Huns, des Vandales, des Hérules, et qui habitait le long des rives de l'Albis (Elbe).

* **BARDIN DE LA MOSELLE (Libre)**, savant et homme politique français. — Il est mort à Paris en décembre 1867.

BARDONNAUT (Marcelin), ingénieur et écrivain français, né à Rennes en 1792, mort en 1873. Elève de l'Ecole polytechnique, il en sortit un des premiers et devint ingénieur des ponts et chaussées. M. Bardonnaut a publié quelques ouvrages signés sous les initiales **Mm B.**, soit de l'anagramme **Mitcaire Baurandont**, soit enfin sous ce nom : **Un ancien conducteur des ponts et chaussées.** Outre des brochures sur le règlement des usines, sur le curage des rivières, sur la propriété littéraire, etc., on lui doit : *Réflexions morales et politiques ou Esquisse des progrès de la civilisation en France au XIXe siècle* (1848, in-8°) ; le *Diamant*, nouvelle, suivi de *Pendant un siècle* et de la *Leçon paternelle* (1854, in-8°) ; *Suite du Diamant ou Vingt ans de voyages avant et après* 1830 (1864, in-8°) ; *Entretiens familiers sur quelques questions de morale et d'économie politique* (1856-1862, 2 vol. in-8°). *Essais sur les réformes applicables à l'éducation* (1858, in-8°) ; *Scènes dramatiques et proverbes. La ligue du Bien public* (1858, in-8°) ; *Petit dictionnaire politique et social des mots les plus usités dans la littérature religieuse, morale et politique*, par M. B. (1872, in-8°). Malgré son titre, ce livre n'est pas un dictionnaire. Ce n'est qu'à la table qu'on trouve les matières rangées par ordre alphabétique.

* **BARDOS**, village de France (Basses-Pyrénées), cant. et à 6 kilom. de Bidache, arrond. et à 25 kilom. de Bayonne ; pop. aggl., 125 hab. — pop. tot., 2,304 hab. Dans les environs, plusieurs anciens camps.

BARDOUX (Agénor), avocat et homme politique français, né à Bourges le 15 janvier 1829. Lorsqu'il eut terminé son droit, il alla s'établir comme avocat dans sa ville natale, où il se plaça au premier rang et devint bâtonnier de son ordre. M. Bardoux envoya des études à la *Revue de droit français et étranger*, ainsi qu'à la *Revue des Deux-Mondes*,et collabora à l'*Indépendant du Centre*, qu'il défendit comme avocat dans un procès intenté, en 1869, au sujet de la souscription Baudin, et qu'il fit acquitter. Elu, le premier, membre du conseil municipal de Clermont-Ferrand, M. Bardoux, qui s'était signalé sous l'Empire par le libéralisme de ses idées, fut nommé, après la révolution du 4 septembre 1870, maire de cette ville, où la sagesse de son administration accrut encore la considération dont il jouissait. Aux élections du 8 février 1871 pour l'Assemblée nationale, M. Bardoux fut élu le premier sur onze par 81,265 voix. Il alla siéger au centre gauche, parmi les républicains modérés. Travailleur infatigable, orateur distingué, M. Bardoux ne tarda pas à se faire remarquer soit dans les commissions, où il fut chargé de faire de nombreux rapports, soit dans les séances publiques, où il prit très-fréquemment la parole pour défendre des mesures libérales. Il se montra un des fermes soutiens de la politique de M. Thiers, vota les préliminaires de paix, la loi municipale, la loi sur les conseils généraux, la proposition Rivet, contre le rétablissement du cautionnement des journaux, ce sujet duquel il prononça un remarquable discours, contre le pouvoir constituant, pour le retour de l'Assemblée à Paris, etc. La chute de M. Thiers, pour lequel il vota le 24 mai 1873, le jeta dans l'opposition. Tout en restant membre du centre gauche, il se fit admettre dans le groupe de la gauche républicaine, se prononça contre toutes les mesures prises par le gouvernement de combat pour étouffer la République, les libertés et amener une restauration monarchique, vota contre la circulaire Fascsl, contre le droit d'expropriation accordé à l'archevêque de Paris pour construire l'église du Sacré-Cœur, attaqua vivement le projet, vota contre le septennat (19 nov. 1873), contribua à la chute du cabinet de Broglie, appuya la proposition de dissolution présentée par M. de Malleville (29 juillet 1874), combattit le projet de réorganisation municipale et vota la constitution républicaine du 25 février 1875. Lors de la formation du cabinet Buffet-Dufaure (10 mars 1875), M. Bardoux fut nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice. Malgré ses fonctions officielles, il conserva une grande indépendance personnelle, vota contre la loi sur l'enseignement supérieur et prit, après le vote de cette loi, la défense de l'Université dans un discours qu'il prononça, le 14 août 1875, à la distribution des prix du lycée Henri IV. Quelque temps après, il servit de témoin à M. Jules Ferry, qui se maria civilement. M. Bardoux se vit alors en butte aux attaques les plus vives de la presse cléricale et réactionnaire et au mécontentement de M. Buffet, qui continuait la politique de combat et d'aveugle résistance aux vœux les plus légitimes du pays. Ne voulant pas voir son nom associé plus longtemps à une direction gouvernementale déplorable contre laquelle il protestait, le député du Puy-de-Dôme donna sa démission de sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice (10 nov. 1875) lorsque le gouvernement se prononça contre le scrutin de liste, dans le projet de loi électorale. Le 14 du même mois, le centre gauche l'élut à l'unanimité son président. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, il fit l'historique de cette réunion et il ajouta : « Il n'y a que les gouvernements modérés qui soient durables ; n'excluant ni la fermeté, ni la vigilance, ils préservent des violences comme des réactions et garantissent de la démagogie comme des pouvoirs personnels. Défenseurs résolus de la constitution et des droits qu'elle a conférés au président de la République, attachés autant que qui que ce soit aux principes souciaux, libéraux, au nom même des forces que vous représentez, vous êtes les conservateurs éclairés de la démocratie française. S'il est vrai, comme on le dit, que le pouvoir appartienne définitivement aux plus sages, fiez-vous sans crainte et livrez l'examen de votre conduite politique à l'intelligence et à la clairvoyance du pays. » Après la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Bardoux posa sa candidature à la Chambre des députés, dans l'arrondissement de Clermont-Ferrand, contre M. Rouher et M. Thiébault, monarchiste. « La République, dit-il dans sa profession de foi, n'est plus un drapeau d'opposition, elle est le gouvernement ; sa tâche est d'assurer la paix, d'organiser la démocratie dans l'ordre et la liberté... La liberté, la science et la justice contiennent la solution des problèmes qui nous divisent. C'est ainsi que la République devient le grand parti national, parce qu'elle respecte la conscience, n'exclut les droits de personne et qu'elle sera toujours contrôlée par l'opinion publique. » Elu député au premier tour de scrutin le 20 février 1876, par 11,998 voix, il est allé siéger dans les rangs de la majorité républicaine, avec laquelle il a voté contre les jurys mixtes d'enseignement, la loi sur les maires, etc. M. Bardoux est membre et président du conseil général du Puy-de-Dôme. On lui doit les ouvrages suivants : les *Légistes au XVIe siècle* (1856, in-8°) ; les *Légistes au XVIIIe siècle* (1858, in-8°) ; *De l'influence des légistes au moyen Age* (1859, in-8°) ; *Des grands bailliis au XVIe siècle* (1863, in-8°) ; les *Légistes, leur influence sur la société française* (1876, in-8°), ouvrage fort remarquable.

BARDSLEY (James-Lomax), médecin anglais),né à Nottingham en 1801. Il fit ses études médicales à Edimbourg, où il fut reçu docteur en 1823. S'étant établi à Manchester, il y exerça la médecine avec un grand succès et devint un des praticiens les plus distingués de l'Angleterre. La reine lui conféra le grade de chevalier en 1853. Le docteur Bardsley a collaboré à la *Cyclopædia of practical medicine*, à divers journaux scientifiques, et il a publié, sous le titre de *Faits et observations à l'hôpital* (1837, in-8°), un recueil de curieuses observations cliniques.

* **BARÈGES**, village de France (Hautes-Pyrénées), commune et à 3 kilom. de Betpouey, cant. de Luz, à 61 kilom. de Tarbes, sur la rive gauche du gave de Bastan ; les habitants émigrent pendant l'hiver, qui y est très-rigoureux. — L'établissement thermal de Barèges a pour annexes un hôpital civil, bâti sur le site le plus élevé du village, dans une position pittoresque, et un hôpital militaire qui reçoit annuellement, dans la saison des eaux, quatre ou cinq cents officiers, sous-officiers et soldats. L'établissement appartient à la commune, qui a concédé gratuitement à l'Etat la faculté d'envoyer ses malades aux bains de trois à cinq heures du matin et aux douches de midi à quatre heures, ou de minuit à quatre heures du matin, les officiers et soldats admis à l'hôpital militaire. Les heures choisies ne sont pas très-commodes, puisqu'il faut, pour prendre un bain, se lever au milieu de la nuit ; mais les sources qui alimentent les baignoires et piscines sont peu abondantes, quoique au nombre de douze, et il a fallu parer à l'encombrement. De plus, les malades de l'hospice militaire et de l'hospice civil ne sont admis qu'aux piscines alimentées par les eaux qui ont déjà servi aux douches et aux bains particuliers. Moyennant trois par jour, les malades de tous pays sont admis à l'hospice civil.

Les sources de Barèges, toutes captées à l'intérieur de l'établissement thermal, qui a été en grande partie reconstruit en 1860, ont une température qui varie de 28° à 44°. Leur produit ne s'élève guère, par jour, qu'à 180 mètres cubes d'eau dirigés dans seize baignoires, et de là dans les piscines du sous-sol. L'eau de Barèges exhale une odeur d'œufs pourris fortement prononcée ; sa saveur, légèrement sulfureuse, est fade et nauséabonde, mais on finit par s'y habituer et par boire, sinon avec plaisir, du moins sans dégoût. Sa composition varie, suivant la source dont elle provient ; mais elle renferme toujours, en plus ou moins grande quantité, du sulfure de sodium, du sulfate de soude, de la soude à l'état caustique, suivant M. Longchamps, et, à l'état de carbonate, suivant M. Anglada, une matière grasse azotée nommée glairine ou barégine et un gaz que M. Longchamps croit être de l'azote. Ces eaux sont claires, parfaitement limpides et ne se troublent ni par le refroidissement ni par leur exposition à l'air. On les emploie en bains, en douches et en boisson, à la dose de quatre à six verres par jour, pris le matin, à jeun. Longtemps on ne les employa qu'en bains et en douches ; c'est au père et au frère de l'illustre Bordeu que l'on est redevable de leur administration interne qui produit d'excellents effets.

Les eaux de Barèges sont d'une efficacité reconnue dans le traitement des maladies cutanées chroniques de toute nature, les affections du système lymphatique, les scrofules, les fleurs blanches, les rhumatismes, les paraplégies ; elles sont aussi utiles et les vieilles plaies d'armes à feu ayant causé la rétraction des tendons et des muscles sont le plus souvent guéris ou tout au moins merveilleusement soulagés par leur emploi en bain et en boisson. Dans les maladies cutanées, elles provoquent généralement une poussée cutanée, à la suite de laquelle l'affection reste tendue jusqu'alors larvée, et qui est considérée comme d'un bon augure pour la guérison. Elles permettent, de plus, de supporter sans fatigue les traitements spécifiques ; la salivation mercurielle, par exemple, ne se produit pas pendant que les malades font une cure hydro-sulfureuse à ce poste thermal.

La saison des eaux dure du 1er juin au 1er octobre ; on ne s'y rend guère pourtant qu'en juillet et août, à cause du froid qui règne presque toute l'année dans cette contrée.

BAREILLE (Jean-François), écrivain ecclésiastique français, né à La Valentine (Haute-Garonne) en 1813. Il reçut la prêtrise, s'adonna à la prédication et à des travaux sur les écritures saintes. Il dirigea, pendant plusieurs années, l'école de Soreze. L'abbé Bareille est chanoine honoraire de Toulouse et de Lyon. On lui doit : *Histoire de saint Thomas d'Aquin* (1846, in-8°), plusieurs fois rééditée ; *Emilia Paula* (1854, 2 vol. in-8°), qui a eu plusieurs éditions ; *Vie du cœur. Prière et sacrifice* (1856, in-8°). Il a traduit les *Mélanges politiques, religieux, etc.*, de Balmès (1854, 3 vol. in-8°) ; les *Lettres d'un sceptique en matière de religion*, du même (1855, in-8°) ; les *Œuvres complètes de Jacques Bénigne Bossuet* (1863-1873, 17 vol. in-8°). Cette dernière traduction a été publiée avec le texte, en 13 volumes in-4° et 20 volumes in-8°. La traduction des *Homélies*, comprise dans les *Œuvres complètes de saint Jean Chrysostome*, texte grec, avec traduction en regard (1864-1873, 26 vol. in-4

arbitrages, des emprunts, etc. (Malines, 1852, in-8°); *Traité complet des opérations commerciales et de la tenue des livres* (1857, 2 vol. in-8°); *Géographie industrielle et commerciale de la Belgique* (1858, in-8°); *Tenue des livres appliquée à la comptabilité des mines de houille, des hauts fourneaux et des mines de fer* (1861, in-8°); *Cours de commerce et de tenue des livres* (1861, in-8°); *Manuel d'économie domestique ou l'Art de diriger un ménage selon ses revenus* (1867, in-12); *Éléments de cosmographie* (1871, in-8°); *Cours élémentaire de droit politique, suivi du droit politique de la Belgique* (1874, 2 vol. in-12).

* **BARNABO** (Alexandre), cardinal italien. — Il est mort à Rome en 1874.

BARNADIH s. f. (bar-na-di). Bot. Genre de plantes, de la famille des liliacées, établi par Lindley, pour placer l'ornithogale du Japon, qui se distingue des ornithogales vraies par ses loges monospermes.

* **BARNEVILLE**, bourg de France (Manche), ch.-l. de canton, arrond. et à 27 kilom. de Valognes, sur la Manche; pop. aggl., 555 hab. — pop. tot., 953 hab. Petit port de cabotage.

BARNHARDITE s. f. (bar-nar-di-te). Minér. Sulfure double de cuivre et de fer, que l'on rencontre dans la Caroline du Nord.

— **Encycl.** Ce minerai a pour formule $Cu^4Fe^2S^5$. Il se présente en masses compactes, d'un jaune pâle et rappelle la pyrite. Il ne peut pas se cliver et donne au chalumeau un globule magnétique avec dégagement de vapeurs sulfureuses. Avec les fondants, il donne les réactions caractéristiques du fer et du cuivre.

* **BARNI** (Jules-Romain), philosophe et homme politique français, né à Lille en 1818. — En sortant du collége d'Amiens, il fut admis à l'École normale supérieure (1837), puis il alla professer la philosophie à Reims. Quelque temps après, M. Barni revint à Paris, fut secrétaire de M. Cousin, en 1841-1842, et enseigna, comme suppléant, la philosophie dans divers collèges de la capitale. Il était docteur ès lettres et professeur à Rouen lors du coup d'État du 2 décembre 1851. Ayant depuis longtemps des convictions républicaines très-arrêtées, M. Barni n'hésita point à sacrifier l'avenir qu'il avait dans la carrière de l'enseignement, en refusant de prêter serment à Louis Bonaparte. A cette époque, le jeune professeur était déjà connu par la traduction de plusieurs ouvrages de Kant, dont il s'était attaché à faire connaître la philosophie par de remarquables articles publiés de 1848 à 1851 dans la *Liberté de penser*. Il poursuivit ses travaux dans la retraite, collabora en 1855 à l'*Avenir*, puis à la *Revue de Paris* (1855-1857) et fut appelé, en 1860, par le conseil d'État de Genève à occuper une chaire de philosophie et d'histoire à l'académie de cette ville. Dans les dernières années de l'Empire, il prit une part active au congrès de la paix. De retour à Paris en 1870, il fut nommé par le gouvernement de la Défense inspecteur général de l'instruction publique. Lors de l'élection complémentaire qui eut lieu dans la Somme le 7 janvier 1872, il posa sa candidature à l'Assemblée nationale. Son concurrent, M. Daulphin, républicain modéré, fut élu. Mais celui-ci ayant refusé d'accepter son mandat, une nouvelle élection fut faite le 9 juin suivant, et M. Barni se porta de nouveau candidat. Appuyé par toutes les nuances du parti républicain, il fut élu député par 54,820 voix contre 36,653 données à M. Cornuau, candidat bonapartiste. Il alla siéger à la gauche républicaine, vota pour M. Thiers le 24 mai 1873, puis fit une opposition constante au gouvernement de combat, se prononça contre le septennat (19 novembre 1873), contribua à la chute de M. de Broglie et vota les propositions Perier et Maleville, la constitution du 25 février 1875, contre la loi sur l'enseignement supérieur, etc. Lors des élections sénatoriales faites par l'Assemblée, il fut porté par les gauches et il échoua. Aux élections du 20 février 1876 pour la Chambre des députés, il se porta candidat à Amiens contre M. de Fourmont, royaliste. « Il s'agit maintenant, dit-il dans sa profession de foi, de vivifier la constitution en faisant pénétrer dans nos lois l'esprit républicain et démocratique, de telle sorte que la République produise rapidement les fruits qui doivent révéler à tous sa bienfaisante action... J'approuve en un sens le mot de M. Thiers : « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas; » mais j'y ajoute cette condition, qui ne me paraît pas moins nécessaire : il faut que la République devienne, dans nos institutions comme dans nos mœurs, l'instrument du progrès démocratique. » Élu député par 11,099 voix, M. Barni est allé, comme par le passé, siéger à la Chambre dans le groupe de la gauche avancée, avec lequel il a constamment voté. Président de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'abrogation des dispositions relatives au jury mixte dans la loi sur l'enseignement supérieur, il se prononça pour l'abrogation, demanda la liberté des cours et des conférences et prononça sur ce sujet un remarquable discours le 7 juin 1876. On lui doit les ouvrages suivants : *Philosophie de Kant. Examen de la* Critique du jugement (1850, in-8°); *Philosophie de Kant, Examen des* Fondements de la métaphysique des mœurs *et de la* Critique de la raison pure (1851, in-8°); les *Martyrs de la libre pensée* (Genève, 1862, in 12); *Napoléon et son historien, M. Thiers* (Genève, 1865, in-12); *Histoire des idées morales et politiques en France au* XVIIIe *siècle* (1865-1866, 2 vol. in-12); la *Morale dans la démocratie* (1868, in-8°), ouvrage très-remarquable; *Napoléon Ier* (1870, in-12); *Manuel républicain* (1872, in-12); les *Moralistes français au* XVIIIe *siècle*, *Vauvenargues*, *Duclos*, *Helvétius*, *Saint-Lambert*, *Voltaire* (1873, in-12). Citons enfin ses traductions si justement estimées des ouvrages suivants de Kant, qu'il a accompagnées d'observations critiques excellentes : *Critique du jugement*, suivie des *Observations sur le sentiment du beau et du sublime* (1846, in-8°); *Critique de la raison pratique*, précédées des *Fondements de la métaphysique des mœurs* (1848, in-8°); *Métaphysique des mœurs*, *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, *Éléments métaphysiques de la doctrine de la vertu*, etc. (1853-1855, in-8°). Enfin, on lui doit une traduction des *Considérations destinées à rectifier les jugements du public sur la Révolution française*, de Fichte.

BARNIM (la baronne DE), V. ESSLER (Thérèse), dans le tome VII du *Grand Dictionnaire*.

* **BAROCHE** (Pierre-Jules), homme d'État français. — Il est mort à Jersey le 29 octobre 1870. Vice-président de la commission consultative après le coup d'État du 2 décembre, il s'associa par son approbation à l'odieuse proscription des républicains défenseurs de la loi, et ne cessa depuis lors d'être un des apologistes attitrés du despotisme démoralisant que la France subit pendant dix-huit ans. En 1852, Louis Bonaparte le nomma vice-président du conseil d'État, avec droit de prendre part aux travaux du conseil des ministres. Il lui donna cent mille francs de traitement avec un hôtel, et ce ne fut même pas qui se flattait en 1848 d'avoir devancé la justice du peuple, reçut le titre d'Excellence. Peu après, il devint président en titre de ce corps et, en 1855, grand-croix de la Légion d'honneur. En même temps qu'il dirigeait les travaux du conseil d'État, il était chargé de faire devant le Sénat et le Corps législatif l'apologie des mesures proposées par l'Empire. Appelé à défendre devant le Corps législatif, en 1858, la loi de sûreté générale, une des plus abominables mesures du régime impérial, M. Baroche n'hésita point à prononcer ces paroles : « Les concessions continuelles, le respect exagéré des scrupules déjuristes, la tolérance systématique, ont conduit successivement deux gouvernements aux révolutions de 1830 et de 1848. L'Empire n'imitera point de telles faiblesses. » Cette même année, il fut nommé membre du conseil privé, et, en 1859, membre du conseil de régence. Au mois de janvier 1860, il prit par intérim, pour quelques jours, le portefeuille des affaires étrangères. Nommé au mois de décembre suivant ministre sans portefeuille, il soutint devant les Chambres, avec une activité nouvelle et une intarissable faconde, mais sans élévation ni dans le langage ni dans la pensée, la politique gouvernementale. Il lui arrivait parfois, à bout d'arguments sérieux, de se livrer à des affirmations étourdissantes. C'est ainsi qu'au mois de janvier 1862 on l'entendit déclarer à la tribune qu'il ne comprenait point qu'on pût nier la liberté considérable dont jouissaient les journaux sous le régime du décret du 17 février 1852. En 1863, il fut remplacé par M. Rouher et remplaça lui-même M. Delangle comme ministre de la justice (23 juin). En même temps, il eut dans ses attributions le ministère des cultes, distrait de celui de l'instruction publique, et, en 1864, il reçut un siége au Sénat. Le 8 décembre 1864, l'« IX lança sa fameuse encyclique *Quanta cura*, et le non moins fameux *Syllabus*. Ces documents, dignes du moyen âge, provoquèrent les plus vives protestations. M. Baroche adressa alors aux évêques une circulaire dans laquelle il leur annonçait que le conseil d'État était saisi d'un projet de loi ayant pour objet de permettre la publication de la partie de l'encyclique relative au jubilé, mais d'interdire celle de la première partie de l'encyclique comme contenant des propositions contraires à la constitution de la France. Un décret dans ce sens fut promulgué le 5 janvier 1865 et donna lieu, de la part des évêques, aux plus vives récriminations. Lors de la souscription Baudin, au mois de septembre 1868, M. Baroche envoya aux parquets une circulaire leur ordonnant de poursuivre avec énergie les journaux qui ouvriraient des souscriptions. Voulant que la magistrature fût le docile instrument du pouvoir, cet étrange représentant de la justice en France avait la prétention de dicter aux tribunaux leurs sentences et aux membres du parquet leurs conclusions. C'est ce qui eut lieu notamment à l'égard du baron Séguier, procureur impérial à Toulouse, qui crut devoir donner sa démission. Cette démission fit grand bruit et acheva de discréditer complétement le garde des sceaux. Le 17 juillet 1869, M. Baroche se vit contraint de se démettre de son portefeuille, qui fut donné à M. Duvergier. Il dut alors se borner à siéger au Sénat, où il ne fit plus parler de lui. Le 4 septembre 1870, lorsque le peuple de Paris proclama la déchéance de l'Empire, M. Baroche prit la parole au Sénat. Contrairement à l'avis de plusieurs de ses collègues qui demandaient que la Chambre restât en permanence, il lui proposa de se séparer, sous le prétexte ingénieux que chacun pourrait alors, dans son quartier, mettre ses forces personnelles, soutenir jusqu'au dernier moment l'ordre et la dynastie impériale. » Son avis prévalut. M. Baroche disparut alors, quitta Paris et alla se réfugier à Jersey, où il mourut à la fin du mois suivant. — Un de ses fils, M. Ernest Baroche, étudia le droit, puis devint successivement maître des requêtes au conseil d'État, commissaire du gouvernement à la section du contentieux et directeur du commerce extérieur au ministère de l'agriculture. En 1863, il posa sa candidature au Corps législatif dans le département de Seine-et-Oise; il échoua et ne fut pas plus heureux aux élections de 1869, où son concurrent M. Maurice Richard fut élu. Devenu chef du 12e bataillon des mobiles de la Seine, il sut, par sa bravoure et par son entrain, faire oublier ses attaches bonapartistes pendant le siége de Paris par les Allemands. Envoyé avec son bataillon au Bourget le 28 octobre 1870, il dut défendre avec l'héroïque commandant Brasseur cette localité qui fut bombardée le 29, puis attaquée par des forces écrasantes le 30. « Mes amis, dit Baroche à ses soldats, c'est aujourd'hui qu'il faut apprendre à se faire tuer. » Avec le commandant Brasseur et environ 1,500 hommes, il défendit le Bourget pied à pied, maison par maison. A midi, après une lutte de trois heures, les deux commandants avaient perdu plus de 1,200 hommes, mis hors de combat ou faits prisonniers. La poignée de combattants qui restait ne voulait point se rendre. Avec une soixantaine d'hommes décidés à tenir, le commandant Baroche faisait le coup de feu à la tête de ses soldats, en éclat d'obus. Il demanda à ses soldats de tenir encore une demi-heure, pensant qu'il était impossible qu'on ne vînt pas de même bientôt. Etant descendu de la maison où il combattait pour donner un ordre, il fut atteint dans la rue d'une balle qui le frappa au cœur et il tomba foudroyé. Victor Hugo, dans *Châtiment*, a fait ce jour-là oublier la vie du père.

BARODET (Désiré), homme politique français, né à Sermesse (Saône-et-Loire) en 1823. Son père, qui était instituteur, le destina à entrer dans les ordres et le fit admettre au petit séminaire d'Autun; mais au bout d'un certain temps, le jeune Barodet, qui n'avait aucun goût pour la prêtrise, quitta le petit séminaire et entra à l'École normale de Mâcon. En sortant de cette école, il devint instituteur dans le Jura, puis en 1847 dans Saône-et-Loire.

La révolution de 1848 produisit une vive impression sur l'esprit de M. Barodet. Les idées républicaines trouvèrent en lui chaleureux adepte et il s'occupa de les répandre parmi les paysans au milieu desquels il vivait. C'en fut assez pour amener sa révocation en janvier 1850, révocation qui suivit de près la réaction eut triomphé. Destitué par M. de Falloux, il fut empêché d'ouvrir à Cuisery une école libre et dut abandonner définitivement l'enseignement public. Après avoir été précepteur dans une maison particulière, M. Barodet se rendit à Lyon (1856), où il fut successivement teneur de livres, directeur d'une fabrique de baryte et agent d'une compagnie d'assurance. Lors de la révolution du 4 septembre 1870, il fut un de ceux qui proclamèrent la République à l'hôtel de ville de Lyon et il devint membre du comité qui s'y installa. Le 21 septembre suivant, il fut élu membre du conseil municipal de Lyon. Quelques jours plus tard, M. Barodet devenait le premier adjoint du maire Hénon. Le 3 mars 1871, il fit adopter par le conseil municipal l'arrêté par lequel le drapeau rouge, symbole de la patrie en danger et de la résistance à outrance, cesserait de flotter sur l'hôtel de ville. Pendant la Commune, il fit partie d'une députation à M. Thiers pour demander qu'il eût recours à une transaction pour mettre fin à la guerre civile. M. Henon, maire de Lyon, étant mort, le conseil municipal de Lyon mit le nom de M. Barodet en tête de la liste des candidats envoyés au président de la République pour qu'il choisit un nouveau maire, et M. Barodet fut placé à la tête de la mairie de Lyon (23 avril 1872). A l'ouverture de l'Exposition qui eut lieu dans cette ville au mois de juillet suivant, il prononça un discours dans lequel il fit l'éloge de ses administrés et parla « du problème redoutable qui agite le monde et que nous devons résoudre sous peine de décadence : droits respectifs du travail et du capital. » Pendant son administration, il eut fréquemment à lutter contre l'administration préfectorale, notamment à l'occasion de processions (6 septembre 1872) et de mandats pour le traitement des instituteurs congréganistes. Le parti réactionnaire l'ayant attaqué avec une extrême violence la municipalité de Lyon, le gouvernement eut la malencontreuse idée de présenter un projet de loi destiné à supprimer la mairie centrale et les libertés municipales de Lyon. Malgré de remarquables discours de MM. Le Royer, Ferroullat et Millaud, la majorité adopta ce proj t de loi le 4 avril 1873. M. Barodet dut cesser ses fonctions de maire le 12 avril. A cette occasion, il adressa à la population une proclamation au langage digne et modéré, dont cependant le préfet interdit l'affichage. Les débats de la Chambre sur la municipalité lyonnaise avaient retenti du nom de M. Barodet. Aussi, les électeurs de Paris ayant été appelés, le 21 avril suivant, à élire un député en remplacement de M. Sauvage, un grand nombre de membres du parti républicain eurent l'idée de mettre en avant la candidature de M. Barodet comme une protestation contre la loi qui avait enlevé à Lyon ses franchises municipales. Cette candidature fut bientôt adoptée par les comités républicains modérés, qui, malgré quelques hésitations, se rallièrent aux bonapartistes, opposèrent celle de M. Stoffel, pendant que M. Thiers et les républicains modérés mettaient en avant la candidature de M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères. La lutte électorale prenait un caractère de gravité exceptionnelle par suite de la situation dans laquelle se trouvait le gouvernement, en butte aux attaques des monarchistes coalisés et qui ne cherchaient qu'une occasion pour le renverser. M. Barodet accepta la candidature qu'on lui offrait et envoya, le 13 avril, aux électeurs parisiens, une profession de foi dans laquelle il disait :

« En vous adressant à un serviteur modeste, mais déjà ancien, de la République, en le préférant même à des individualités plus éclatantes, et dont nul de nous ne voudrait méconnaître le mérite et les services, vous avez voulu, par votre choix, donner un solennel témoignage de la solidarité qui nous seulement unit les grandes cités entre elles pour la défense de leurs droits, mais qui rattache à la cause des libertés municipales les plus humbles communes de notre France. La démocratie lyonnaise, dans les rangs de laquelle j'ai combattu, m'encourage à répondre à votre appel. Profondément pénétré de gratitude pour la généreuse initiative du peuple de Paris, elle me charge de vous dire qu'elle ne saurait mieux reconnaître votre fraternelle assistance qu'en envoyant un des siens réclamer avec vous :

1° La dissolution immédiate de l'Assemblée de Versailles ;

2° L'intégrité absolue du suffrage universel ;

3° La convocation à bref délai d'une Assemblée unique, qui seule peut voter l'amnistie et la levée de l'état de siége.

» A ce mandat que vous donne Paris me donnent ensemble, je ne puis que souscrire ; je mettrai mon honneur à le remplir, assuré d'ailleurs de l'adhésion unanime des républicains sans exception de nuances. »

Le 27 avril 1873, M. Barodet fut élu député par 180,005 voix, pendant que M. de Rémusat n'en avait que 130,000, et le colonel Stoffel 27,000. Les journaux d'un et d'autre parti attachés à représenter l'ancien maire de Lyon comme un énergumène et un démagogue dangereux ne cessèrent de chercher à faire la vérité. Dans une circulaire adressée à ses électeurs (28 avril), M. Barodet s'attacha à indiquer le véritable caractère de son élection et de la politique qu'il voulait suivre. « Ma candidature n'était pas une candidature de combat, dit-il. Paris ne la soutenue et fait triompher que parce qu'il a compris qu'il s'agissait bien moins de lutter contre le gouvernement que de l'éclairer. Je n'attacherai à prouver dans toutes les occasions que l'esprit de concorde et d'union a trouvé en moi un représentant de plus, et par là, je l'espère, je justifierai votre confiance. » Cette élection, qu'on représenta comme le triomphe de la démagogie, fut le prétexte dont M. de Broglie et consorts se servirent pour renverser M. Thiers, inaugurer le gouvernement de combat contre les libertés et la République et proposer une restauration monarchique. M. Barodet alla siéger dans le groupe de l'Union républicaine, vota le 24 mai pour M. Thiers, prononça le 14 juin un discours sur l'élection du Rhône et répondit avec bonheur aux imputations calomnieuses dont l'ancienne municipalité de Lyon était encore l'objet. M. Barodet vota contre le septennat et contre la politique de ses ministres, pour les propositions Périer et Maleville (juillet 1874), s'abstint sur la constitution du 25 février 1875, se prononça contre la loi sur l'enseignement supérieur, etc. Après la dissolution de l'Assemblée, il posa sa candidature à la Chambre des députés dans le IVe arrondissement de Paris contre MM. Vautrain et Charles Lossent, accepta le programme Laurent-Pichat et déclara, dans sa profession de foi, qu'en cas de révision de la constitution, il demanderait le retour de l'Assemblée à Paris. Elu député, le 20 février 1876, par 8,930 voix, il a continué à siéger à l'extrême gauche, avec laquelle il a constamment voté.

* **BAROMÈTRE** s. m. — **Encycl.** Deux nécessités en quelque sorte contradictoires s'imposent au constructeur de baromètres : réduire les dimensions de l'appareil à des proportions commodes, et obtenir cependant dans ses oscillations des amplitudes aussi grandes que possible, pour faciliter les observations et leur donner toute la précision désirable. Les *baromètres* à mercure répondent bien à la première indication, mais ne satisfont pas à la seconde; les *baromètres* à eau, au contraire, sont d'une très-grande sensibilité, mais imposent des dimensions presque impossibles. M. de Celles a résolu la difficulté d'une façon très-ingénieuse : son baromètre se compose de deux tubes, l'un vertical, et dont il n'y a avantage à accroître autant que possible le diamètre, et l'autre horizontal, c'est à-dire disposé en équerre par rapport au premier, et d'un diamètre aussi petit que possible. Le premier tube sert d'un baromètrique, le second tient lieu d'une cuvette. Mais il est facile de comprendre que les variations de la colonne verticale amènent dans la colonne horizontale des variations qui sont avec les premières dans le rapport des carrés des rayons, de sorte que, si le tube vertical a un diamètre quadruple de celui du tube horizontal, une même variation d'un millimètre dans le premier amènera une variation de 16 millimètres dans le second. Un index en fer est placé en avant de la colonne horizontale et se laisse pousser sans peine par cette colonne ; mais comme il ne pourrait la suivre dans ses retraits qu'à la condition d'obturer exactement et d'opposer ainsi un obstacle énorme au jeu de l'appareil, un aimant convenablement disposé pareil, un aimant convenablement disposé pareil, un aimant convenablement disposé p